



CHAPITRE 12

CHAPTER 12

Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires

An Act to amend the Courts of Justice Act

[Sanctionnée le 31 juillet 1964]

[Assented to 31st July, 1964]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

HER MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

S.R.,
c. 15, a.
22, mod.

1. L'article 22 de la Loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus, 1941, chapitre 15), remplacé par l'article 2 de la loi 8-9 Elizabeth II, chapitre 39, et modifié par l'article 1 de la loi 11-12 Elizabeth II, chapitre 15, est de nouveau modifié en remplaçant le premier alinéa par le suivant:

1. Section 22 of the Courts of Justice Act (Revised Statutes, 1941, chapter 15), replaced by section 2 of the act 8-9 Elizabeth II, chapter 39, and amended by section 1 of the act 11-12 Elizabeth II, chapter 15, is again amended by replacing the first paragraph by the following:

Juges.

"22. La Cour supérieure, qui est un tribunal d'archives, est composée de soixante-douze juges, à savoir: un juge en chef, un juge en chef adjoint et soixante-dix juges puînés."

"22. The Superior Court, which is a court of record, shall be composed of seventy-two judges, that is to say of a Chief Justice, an Associate Chief Justice and seventy puisne judges."

S.R.,
c. 15, a.
24, mod.

2. L'article 24 de la dite loi, remplacé par l'article 2 de la loi 14 George VI, chapitre 51, est modifié en insérant dans la onzième ligne, après le mot "Arthabaska", les mots "Drummond, Saint-Maurice, Hauterive,".

2. Section 24 of the said act, replaced by section 2 of the act 14 George VI, chapter 51, is amended by inserting after the word "Arthabaska" in the eleventh line, the words ", Drummond, St. Maurice, Hauterive".

Id., a. 27,
mod.

3. L'article 27 de la dite loi, modifié par l'article 1 de la loi 9 George VI, chapitre 18, l'article 2 de la loi 12 George VI, chapitre 16, l'article 2 de la loi 14-15 George VI, chapitre 55, l'article 2 de la loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 19, l'article 2 de la loi 7-8 Elizabeth II, chapitre 21, l'article 3 de la loi 8-9 Elizabeth II, cha-

3. Section 27 of the said act, amended by section 1 of the act 9 George VI, chapter 18, section 2 of the act 12 George VI, chapter 16, section 2 of the act 14-15 George VI, chapter 55, section 2 of the act 4-5 Elizabeth II, chapter 19, section 2 of the act 7-8 Elizabeth II, chapter 21, section 3 of the act 8-9 Elizabeth II,

pitre 39 et l'article 2 de la loi 11-12 Elizabeth II, chapitre 15, est de nouveau modifié:

a) en remplaçant, dans la quatrième ligne du paragraphe 1^o, le mot "trente-six" par le mot "trente-neuf";

b) en remplaçant, dans les troisième et quatrième lignes du paragraphe 2^o, le mot "dix-sept" par le mot "dix-huit";

c) en remplaçant, dans la troisième ligne du paragraphe 4^o, le mot "trois" par "deux";

d) en remplaçant, dans la troisième ligne du paragraphe 5^o, le mot "deux" par le mot "trois";

e) en ajoutant le paragraphe suivant:
 "10^o Pour le district de Saint-Maurice, avec résidence à Shawinigan ou dans le voisinage immédiat, un juge."

Saint-Maurice.

S.R.,
c. 15, a.
33, mod.

Certains litiges remis au rôle.

S.R.,
c. 15, a.
44, mod.

Id., aa.
135 à 141
ab.

Id., n. 142,
ab.

Id., a.
142d,
remp.

Jurisdiction concurrente.

4. L'article 33 de la dite loi, modifié par l'article 5 de la loi 11 George VI, chapitre 24, est de nouveau modifié en insérant, après le premier alinéa, le suivant:

"Le juge en chef ou le juge en chef adjoint peut ordonner qu'un litige en délibéré depuis plus de six mois soit remis au rôle pour être terminé par un autre juge."

5. L'article 44 de la dite loi, modifié par l'article 2 de la loi 15-16 George VI, chapitre 31, est de nouveau modifié en retranchant le second alinéa.

6. Les articles 135 à 141 de la dite loi sont abrogés.

7. L'article 142 de la dite loi est abrogé.

8. L'article 142d de la dite loi, édicté par l'article 6 de la loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 26, est abrogé et remplacé par le suivant:

"**142d.** Les juges de ces tribunaux et les juges de paix siégeant dans le district judiciaire de Mégantic ont juridiction concurrente avec ceux du district judiciaire de Beauce, suivant leur compétence respective, sur le territoire de la municipalité de Saint-Méthode-de-Frontenac, dans

chapter 39 and section 2 of the act 11-12 Elizabeth II, chapter 15, is again amended:

a. by replacing the word "thirty-six" in the third line of paragraph 1 by the word "thirty-nine";

b. by replacing the word "seventeen" in the third line of paragraph 2 by the word "eighteen";

c. by replacing the word "three" in the third line of paragraph 4 by the word "two";

d. by replacing the word "two" in the third line of paragraph 5 by the word "three";

e. by adding the following paragraph:
 "10. For the district of St. Maurice, with residence at Shawinigan or its immediate vicinity, one judge."

4. Section 33 of the said act, amended by section 5 of the act 11 George VI, chapter 24, is again amended by inserting, after the first paragraph, the following:

"The Chief Justice or the Associate Chief Justice may order that a matter under advisement for more than six months be replaced on the roll to be completed by another judge."

5. Section 44 of the said act, amended by section 2 of the act 15-16 George VI, chapter 31, is again amended by striking out the second paragraph.

6. Sections 135 to 141 of the said act are repealed.

7. Section 142 of the said act is repealed.

8. Section 142d of the said act, enacted by section 6 of the act 3-4 Elizabeth II, chapter 26, is repealed and replaced by the following:

"**142d.** The judges of such courts and the justices of the peace sitting in the judicial district of Mégantic have, within their respective jurisdiction, concurrent jurisdiction with those of the judicial district of Beauce over the territory of the municipality of Saint-Méthode-de-Fron-

Concurrent jurisdiction.

le district électoral de Frontenac, et sur le canton de Price, dans le district électoral de Wolfe.”

tenac in the electoral district of Frontenac, and over the township of Price, in the electoral district of Wolfe.”

S.R.,
c. 15, a.
266b,
mod.

9. L'article 266b de la dite loi, édicté par l'article 1 de la loi 14 George VI, chapitre 10, et modifié par l'article 2 de la loi 9-10 Elizabeth II, chapitre 14, est de nouveau modifié en remplaçant, dans la deuxième ligne du troisième alinéa, le mot "vingt" par le mot "trente".

9. Section 266b of the said act, enacted by section 1 of the act 14 George VI, chapter 10, and amended by section 2 of the act 9-10 Elizabeth II, chapter 14, is again amended by replacing the word "twenty" in the second and third lines of the third paragraph by the word "thirty".

R.S.,
c. 15, s.
266b, am.

Id., a.
266d,
remp.

10. L'article 266d de la dite loi, édicté par l'article 1 de la loi 14 George VI, chapitre 10, est remplacé par le suivant:

10. Section 266d of the said act, enacted by section 1 of the act 14 George VI, chapter 10, is replaced by the following:

Id., s.
266d,
replaced.

Juge en
chef.

"266d. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer un juge en chef de la Cour de bien-être social, avec résidence à Québec ou à Montréal selon qu'il le détermine.

"266d. The Lieutenant-Governor in Council may appoint a Chief Judge of the Social Welfare Court with residence at Quebec or Montreal as he shall decide.

Chief
Judge.

Juge en
chef
adjoint.

Il peut aussi nommer un juge en chef adjoint de la Cour de bien-être social, avec résidence à Montréal, lorsque le juge en chef réside à Québec, et à Québec, lorsque le juge en chef réside à Montréal.

He may also appoint an Associate Chief Judge of the Social Welfare Court with residence at Montreal when the Chief Judge resides at Quebec, and at Quebec when the Chief Judge resides at Montreal.

Associate
Chief
Judge.

Juridic-
tion.

La juridiction administrative du juge exerçant la fonction de juge en chef à Québec s'étend sur les districts judiciaires énumérés dans l'article 24 et celle du juge exerçant la fonction de juge en chef à Montréal, sur les districts judiciaires énumérés dans l'article 23.

The administrative jurisdiction of the judge acting as chief judge at Quebec shall extend to the judicial districts enumerated in section 24, and that of the judge acting as chief judge in Montreal, to the judicial districts enumerated in section 23.

Jurisdic-
tion.

Pouvoirs.

Les juges de la Cour de bien-être social sont soumis à la surveillance et à la direction de ces juges en chef, en ce qui concerne la distribution des causes, la tenue des séances, l'exécution du travail judiciaire et l'administration générale de la Cour de bien-être social.

The judges of the Social Welfare Court are subject to the supervision and direction of such chief judges, with regard to the distribution of cases, the holding of sittings, the carrying out of judicial work and the general administration of the Social Welfare Court.

Powers.

Substitut
tempo-
raire.

Lorsque le juge en chef de la Cour de bien-être social ou le juge en chef adjoint est temporairement empêché, par suite d'absence ou de maladie, d'exercer sa juridiction administrative, le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser un juge de la Cour de bien-être social à assumer provisoirement cette juridiction. Durant cette période d'absence ou de maladie, le juge ainsi autorisé exerce les fonctions de juge en chef ou de juge en chef adjoint et reçoit le même traitement

When the Chief Judge of the Social Welfare Court or the Associate Chief Judge is temporarily prevented, by absence or illness, from exercising his administrative jurisdiction, the Lieutenant-Governor in Council may authorize a judge of the Social Welfare Court to assume such jurisdiction temporarily. During such period of absence or illness, the judge so authorized shall exercise the functions of chief judge or associate chief judge and shall receive the same salary as

Tempor-
ary substi-
tute.

que la loi attribue au juge en chef ou au juge en chef adjoint.”

is assigned by law to the Chief Judge or to the Associate Chief Judge.”

S.R.,
c. 15, a.
266e,
mod.

11. L'article 266e de la dite loi, édicté par l'article 1 de la loi 14 George VI, chapitre 10, et modifié par l'article 9 de la loi 14-15 George VI, chapitre 55, l'article 14 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 29, l'article 7 de la loi 5-6 Elizabeth II, chapitre 26, l'article 7 de la loi 7-8 Elizabeth II, chapitre 22, l'article 3 de la loi 7-8 Elizabeth II, chapitre 23, et l'article 10 de la loi 8-9 Elizabeth II, chapitre 39, est de nouveau modifié en insérant, dans la cinquième ligne du premier alinéa, après les mots “juge en chef”, les mots “et le juge en chef adjoint.”

11. Section 266e of the said act, enacted by section 1 of the act 14 George VI, chapter 10, and amended by section 9 of the act 14-15 George VI, chapter 55, section 14 of the act 1-2 Elizabeth II, chapter 29, section 7 of the act 5-6 Elizabeth II, chapter 26, section 7 of the act 7-8 Elizabeth II, chapter 22, section 3 of the act 7-8 Elizabeth II, chapter 23, and section 10 of the act 8-9 Elizabeth II, chapter 39, is again amended by replacing the words “Chief Justice” in the fifth line of the first paragraph by the words “Chief Judge and the Associate Chief Judge.”

R.S.,
c. 15, s.
266e, am.

Id., a. 289,
mod.

12. Le paragraphe 4 de l'article 289 de la dite loi, remplacé par l'article 3 de la loi 10-11 Elizabeth II, chapitre 11, est modifié en remplaçant, dans la deuxième ligne, le mot “soixante” par le mot “soixante-six”.

12. Subsection 4 of section 289 of the said act, replaced by section 3 of the act 10-11 Elizabeth II, chapter 11, is amended by replacing the word “sixty” in the second line by the word “sixty-six”.

Id., s. 289,
am.

Inter-
prétation.

13. Le paragraphe *c* de l'article 3 n'aura pas pour effet de réduire le nombre de juges de la Cour supérieure ayant actuellement leur résidence dans la cité des Trois-Rivières avant que la charge de l'un d'eux ne devienne vacante.

13. Paragraph *c* of section 3 shall not have the effect of reducing the number of judges of the Superior Court now residing in the city of Trois-Rivières before the office of one of them becomes vacant.

Inter-
prétation.

1954-55,
c. 25, a. 5,
ab.

14. L'article 5 de la loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 25, est abrogé.

14. Section 5 of the act 3-4 Elizabeth II, chapter 25, is repealed.

1954-55,
c. 25, s. 5,
repealed.

Applica-
tion.

15. L'article 4 s'applique aux causes pendantes.

15. Section 4 shall apply to pending cases.

Applica-
tion.

Causes
pendan-
tes.

16. Les causes pendantes lors de l'entrée en vigueur de l'article 5, 6 ou 7 de la présente loi sont entendues et jugées comme si elle n'avait pas été adoptée et les jugements rendus dans ces causes ou avant cette entrée en vigueur sont exécutés de la même manière.

16. Cases pending at the coming into force of section 5, 6 or 7 of this act shall be heard and determined as if this act had not been passed and judgments rendered in such cases or before such coming into force shall be executed in the same manner.

Pending
cases.

Entrée en
vigueur
de l'a. 2.

17. L'article 2 entrera en vigueur quant à chacun des districts qui y sont mentionnés à la date qui sera fixée par proclamation pour l'entrée en vigueur des dispositions créant ce district et, à compter de cette date, chacun de ces districts sera ajouté à la liste de ceux où, suivant les lois régissant la procédure, l'appel des juge-

17. Section 2 shall come into force with regard to each of the districts mentioned therein on the date to be fixed by proclamation for the coming into force of the provisions establishing such district and, from such date, each of such districts shall be added to the list of those in which, according to the laws governing

Coming
into force
of s. 2.

ments est porté, plaidé et jugé dans la cité de Québec.

Entrée en
vigueur
des aa. 5
et 6.

Les articles 5 et 6 entreront en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation pour l'entrée en vigueur des dispositions créant les districts judiciaires de Saint-Maurice et de Haute-riève, respectivement.

Entrée en
vigueur.

18. Sauf les articles 2, 5 et 6, la présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

procedure, appeals from judgments are taken, heard and decided in the city of Québec.

Sections 5 and 6 shall come into force on the date to be fixed by proclamation for the coming into force of the provisions establishing the judicial districts of St. Maurice and Haute-riève, respectively.

18. Saving sections 2, 5 and 6, this act shall come into force on the day of its sanction.